

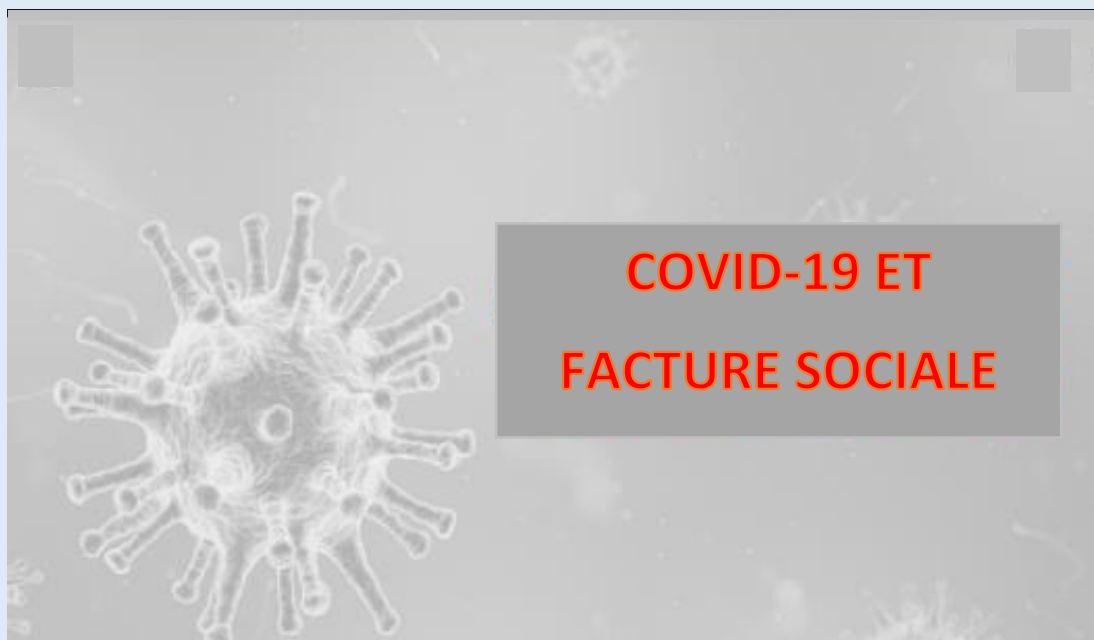


# DevHaïti

## LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT

### 2020 – 2030 : Une Décennie d'Action

N° 006



15 avril 2020

### COVID-19: la facture sociale sera salée pour les pays pauvres

La plupart des économistes de la planète s'entendent sur le fait que l'économie mondiale sera en récession en 2020. Il y en a même des économistes qui prévoient que la dépression sera au rendez-vous au cours de cette année jumelle. Entendez par grande dépression une forte contraction du produit intérieur brut (PIB) sur une longue période, soit plus que deux trimestres comme on définit la récession économique. Les experts du Fonds monétaire international (FMI) estiment que quelque 160 pays membres connaîtront une contraction de leur PIB. La nette contraction du PIB mondial est le résultat d'un arrêt brutal de l'économie mondiale, une grande première dans l'histoire. En effet, quelque trois milliards de personnes à travers le monde, sont en situation de confinement actuellement. Ceci a provoqué la fermeture d'un grand nombre d'entreprises manufacturières, d'hôtels, de restaurants et bars, de firmes de transports... et a donné lieu au licenciement d'un grand nombre d'employés. A noter que les Etats-Unis ont perdu plus de dix millions d'emplois en quelques semaines, causant une forte augmentation du taux de chômage qui était avant la crise à un taux historiquement faible.

Analysant l'impact négatif de la crise sanitaire sur les secteurs sociaux au niveau mondial, l'organisation Oxfam estime que quelque 500 millions de personnes sont menacées de pauvreté à l'issue de cette crise sanitaire. Les experts d'Oxfam estiment qu'entre six à huit pour cent de la population mondiale pourrait se retrouver en situation de pauvreté après que plusieurs gouvernements aient décidé de fermer totalement leur économie pour éviter la propagation du virus et causer une catastrophe humaine.

Plus près de nous, la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPAL) prévoit que la pandémie pourrait créer quelque 35 millions de nouveaux pauvres dans la région Amérique latine et Caraïbes, dont 22 millions en situation d'extrême pauvreté.

En Haïti, la situation sera vraiment difficile. L'économie nationale était déjà en contraction avant la détection du virus dans le pays. En effet, les importants troubles politiques enregistrés en 2019 avaient provoqué une contraction du PIB de 1.2% en 2019 et de fortes pressions inflationnistes avaient été notées avec le taux oscillant autour de 20% en rythme annuel. Le Ministère de l'Economie et des Finances prévoit déjà une contraction du PIB de 2.7% pour 2020 avec un taux d'inflation proche de 30% à la fin de l'exercice en cours. Ceci renforcera la situation de pauvreté et d'extrême pauvreté déjà critique dans le pays. Haïti pourrait avoir plus de six millions de personnes en état de pauvreté et quelque 3 millions en situation d'extrême pauvreté. Une telle situation contribuerait à écarter totalement le pays de l'atteinte de l'ambitieux objectif fixé par les Nations-Unies d'éliminer la pauvreté dans le monde d'ici 2030.

Concluons avec cette déclaration du directeur de programmes d'Oxfam dans la direction de l'Amérique latine et des Caraïbes, ASIER Hernando, l'accroissement énorme de la pauvreté que causerait cette pandémie peut être plus dangereux que le virus. En plus de la nécessité d'investissements plus substantiels dans le secteur de la santé, les gouvernements doivent garantir les droits de tous les citoyens et citoyennes, particulièrement les personnes les plus vulnérables et celles qui dépendent de l'économie informelle.

### Une meilleure protection sociale est indispensable en Haïti afin de protéger les pauvres du Covid-19.

La pandémie du coronavirus est l'un des plus grands défis auxquels le monde a eu à faire face depuis plusieurs décennies. Si le Covid-19 peut s'attaquer à toutes les personnes peu importe son rang social, néanmoins, ses effets seront probablement plus durs pour les pauvres comme le témoignaient d'ailleurs d'autres virus comme l'Ebola en Afrique. On estime à travers le monde plus de 4 milliards de personnes qui n'ont pas accès aux services de protection sociale, la grande majorité de ces personnes se trouvent dans les pays en développement particulièrement en Afrique Subsaharienne.

En Haïti, selon de Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), seulement 3% des haïtiens ont une couverture d'assurance sociale. L'Etat haïtien est présent dans le domaine de la protection sociale à travers le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) et ses organismes déconcentrés tels que l'OFATMA, l'EPPLS, la Caisse d'Assistance Sociale et l'ONA. Pour l'exercice fiscal 2017-2018, seulement 1.6% des crédits budgétaires totaux, soit 2,2 milliards de gourdes, ont été alloués à la fonction protection sociale. Le portefeuille budgétaire du parlement, estimé à 4.1% du budget pour le même exercice fiscal, fait plus que le triple de celui de la protection sociale. Les contraintes budgétaires et le faible niveau de pression fiscale ne sauraient être une excuse du faible financement alloué par l'Etat à la protection sociale. Or, un pays comme Haïti ne peut pas se payer le luxe de ne pas investir suffisamment dans ce secteur.

Au niveau de la région Amérique Latine et Caraïbes, la moyenne des dépenses en protection sociale (sans santé) est de 4.9% du PIB, en incluant la santé, elle est de 3.3% (ILO, 2018). Ces dépenses (avec santé) ont été pour la même période estimées à 0.3% du PIB en Haïti. En nous limitant aux

personnes âgées de plus de 65 ans, connus comme les plus vulnérables par rapport à la pandémie du Covid-19, plus de 51% de ces personnes reçoivent une pension au niveau de la région Amérique Latine et Caraïbes. Cependant des disparités entre homme et femme existent car 56% des femmes âgées de plus de 65 ans dans la région ne reçoivent aucune pension. Les données sur la réception de services de pension pour Haïti ne sont pas connues, mais tout laisse à croire que nos performances que ce soit en termes de protection sociale contributive, d'assurance vieillesse, de protection à la maternité etc... sont bien en-dessous de la moyenne régionale.

Les spécialistes de la Banque Mondiale prennent plaisir à rappeler qu'*un pays sans protection sociale est comme un trapéziste sans filet*. Face à la crise du coronavirus, dans un pays comme Haïti où 60% de la population est en situation de pauvreté et 24% en extrême pauvreté (ONPES, 2012), des millions de familles haïtiennes vulnérables seront probablement confrontées à des difficultés en termes de nourriture, des soins de santé et de survie. Les impacts économiques directs de la maladie et de la mort représenteront des coûts plus élevés pour les ménages avec des revenus aussi faibles. Combinés à la perte de salaire et d'emplois, ces éléments peuvent déclencher des pics de pauvreté jamais atteints auparavant dans le pays.

Contrairement à un choc ponctuel comme un tremblement de terre, les épidémies de santé contagieuses peuvent se multiplier rapidement, en particulier dans les zones densément peuplées, rendant ainsi plus pauvres les personnes déjà vulnérables. Dans le pays le plus pauvre et le plus inégalitaire au niveau de la région Amérique Latine et Caraïbes (ALC), la pandémie peut prendre facilement la forme d'une pandémie de classe. Avec des millions de travailleurs, tant au niveau du

secteur formel qu'informel, vivent sans accès à une assurance maladie, ce qui augmente le risque d'infection et oblige tout le monde à se confiner, d'où une contraction générale de l'économie.

Nous devons aussi mentionner le problème du coût des services d'assurance, de santé en particulier. L'accès aux soins de santé en Haïti n'est pas à la portée de tout le monde, à cause de la grande disparité de revenu, d'un taux de chômage élevé et d'une absence de concurrence dans le secteur. Bien qu'en étant assuré, il requiert souvent un niveau de dépôt assez élevé pour un ménage moyen d'être admis dans une chambre d'hospitalisation. La quasi-absence des institutions de micro-assurances qui pourraient probablement aider des couches très vulnérables de la population (ex : les professeurs) peut causer beaucoup de torts au pays.

En Haïti, les services d'assurance sont fournis par des organismes tant publics que privés sur différents domaines de la vie. Le secteur de l'assurance haïtien compte plus d'une dizaine d'entités qui fonctionnent sous un cadre légal très ancien, qui date de 13 juillet 1957 et modifié par le décret du 20 mars 1981. C'est donc un secteur en panne institutionnelle et de

réglementation, ce qui nuit à son développement. Les compagnies au niveau du secteur de l'assurance en Haïti sont réparties en 2 compagnies publiques et 11 compagnies privées accréditées.

Dans de telles situations, le secteur public, à travers son budget, doit s'engager davantage dans la protection sociale des Haïtiens. Il faut aussi appeler à la régulation du secteur de l'assurance pour faciliter des innovations et plus de concurrence afin que la population puisse bénéficier de ce droit humain essentiel pour lutter contre le Covid-19. En cette période de crise sanitaire, le renforcement de l'assistance sociale, des politiques publiques adéquates doivent être implémentées pour combattre la crise tout en pensant surtout à un système de protection sociale fort et dynamique en Haïti. L'amélioration des politiques et des programmes du marché du travail, l'intégration des municipalités dans la protection sociale, des partenariats publics-publics, publics-privés et privés-privés, le cadre légal du système d'assurance et la prise en compte des travailleurs informels, sont parmi des politiques susceptibles de transformer Haïti en un pays beaucoup plus résilient face à des pandémies comme le coronavirus.

**Budget 2019-2020 : l'administration Moïse-Jouthe vient d'envoyer la lettre de cadrage aux ministères sectoriels.**

*Les troubles politiques qui ont affecté le pays au cours des deux dernières années n'ont pas permis au gouvernement de fonctionner avec un budget approprié pour répondre aux différents problèmes économiques et sociaux auxquels le pays est confronté. Allant de l'insécurité alimentaire, de l'insécurité intérieure jusqu'à la crise sanitaire, le budget de l'exercice fiscal 2019-2020 se veut un outil de lutte efficace pour mettre le pays sur un nouveau sentier de stabilité socio-politique et de relance macroéconomique. Le Premier ministre après son arrivée à la Primature a remis la lettre de cadrage du budget 2019-2020 à tous les ordonnateurs de l'administration publique. Le budget rectificatif de l'exercice 2017-2018, le dernier ratifié par un parlement, est en application jusqu'au deuxième trimestre de l'exercice en cours. DevHaïti vous présente les grandes lignes à retenir dans ce nouveau budget 2019-2020.*

| <b>Budget 2019-2020</b>   |  |   |   |   |
|---|--|---|---|---|
| <b>Tableau Récapitulatif</b>  |  |   |   |   |
| 5 principaux objectifs  | Conjoncture macroéconomique (2018-2019)  | Conjoncture macroéconomique (5 premiers mois de l'exercice fiscal 2019-2020)  | Actions Stratégiques  | Prévisions                                    |
| i. Le renforcement de la sécurité interne                                     | - Croissance économique : -1.2%<br>- Déficit commercial : 46.5%  | - Chute des importations : 43%<br>- Chute des exportations : 10%  | 1- Renforcement des dépenses de sécurité intérieure et de l'Etat de droit   | - Croissance économique : -2.7%               |
| ii. Le redressement des finances publiques                                    | - Pression Fiscale : 10.8% contre 13.7% en 2015-2016<br>- Déficit Budgétaire : 3.8% du PIB                                   | - Recettes internes prévues : 37.1 milliards de gourdes<br>- Recettes internes effectuées : 37.1 milliards de gourdes                 | 2- Renforcement du système national de santé pour lutter contre le Covid-19   | - Recettes internes : 86 milliards de gourdes |
| iii. La relance de l'économie   | - Taux d'inflation : 20.1% en septembre 2019   | - Financement monétaire : 21.1 milliards de gourdes (11.1 milliards au-dessus du plafond du protocole MEF-BRH signé en novembre 2019) | 3- Renforcement des programmes sociaux en vue de promouvoir la stabilité sociale ;  | - Pression fiscale : 10%                      |
| iv. L'implémentation du plan de réponses pour lutter contre crise du Covid-19 | - Investissements Directs Étrangers (IDE) entrants : 75 millions de dollars contre 157 en moyenne sur les 5 dernières années | % des dépenses totales :<br>- Investissement : 3%<br>- Fonctionnement : 97%   | 4- Le soutien de l'activité économique et la préparation à la relance de la croissance  | - ---   |
| v. La mise en œuvre d'actions sectorielles à résultats rapides et tangibles   | - Taux de change : 84.1 gourdes pour 1 dollar en moyenne sur l'année 2019  | - Taux de change : 92.1 gourdes pour 1 dollar en moyenne sur Janvier-Février 2020   | 5- Rééquilibrage des comptes publics ; contenir le financement monétaire  | - ---   |
| ---   | ---  | ---   | 6- Implémentation de quelques projets prioritaires susceptibles d'avoir des résultats rapides et tangibles sur l'économie nationale | ---   |



## Crise du coronavirus : pour les pays les plus pauvres, avertit la Banque mondiale, le pire est à venir

*Trois mois après le début de l'épidémie de coronavirus, cet événement nous apparaît clairement pour ce qu'il est : une tragédie humaine. Dans les économies développées comme dans les pays en développement, la vague de la pandémie a rapidement submergé les systèmes de santé, avec des répercussions sociales et économiques qui s'annoncent d'une ampleur inégalée.*

Pour les pays les plus pauvres cependant, le pire est à venir. Car ils sont profondément défavorisés pour affronter la crise : leurs systèmes sanitaires sont fragiles et leur accès à des fournitures médicales indispensables précaire, tandis que leur économie est moins résiliente aux chocs et fortement tributaire des échanges commerciaux. Ils risquent d'être bientôt touchés sur tous les fronts, et la catastrophe économique et sociale qui les frappera aura des effets qui se propageront dans l'ensemble du monde, en favorisant la diffusion du virus et en mettant en péril le redressement de l'économie mondiale.

La coopération pour aider ces pays à éviter le pire n'est pas seulement un impératif moral : elle est dans l'intérêt de tous. Les choix que nous faisons aujourd'hui auront des effets durables sur la capacité des pays en développement à faire face à la crise sanitaire et économique. Trop de pays prennent actuellement des mesures de nature à compromettre l'accès aux produits médicaux et à déstabiliser les marchés alimentaires. Pourtant, le passé récent nous a appris que ces politiques, outre le fait qu'elles sont inefficaces, ont en réalité pour effet d'aggraver le mal qu'elles prétendent combattre. Il serait au contraire plus judicieux d'adopter une approche coordonnée afin d'accroître la production et de répondre aux besoins des plus vulnérables.

La pandémie est déjà à l'origine d'une pénurie mondiale de fournitures médicales. Or la hausse de restrictions à l'exportation exacerbe les tensions sur l'offre et fait augmenter les prix. Le Groupe de la Banque mondiale a récemment lancé une nouvelle base de données afin de

suivre l'évolution des effets de ces politiques commerciales.

Après les pénuries de fournitures médicales, les denrées alimentaires pourraient venir à manquer, alors même que les niveaux de production devraient atteindre des sommets en 2020. En cause, la désorganisation des chaînes d'approvisionnement, le manque de main-d'œuvre causé par une morbidité accrue et la chute de l'activité dans les petites et moyennes entreprises (PME), dont un grand nombre risquerait de devoir mettre la clé sous la porte. Les exportations chinoises de produits agricoles ont par exemple reculé de 12 % au cours des deux premiers mois de 2020.

Et, là encore, on voit un petit nombre de pays faire cavalier seul. Limiter les exportations alimentaires pour renforcer la disponibilité des produits sur le marché extérieur : c'est précisément ce qu'il ne faut pas faire dans les circonstances actuelles. Si l'on se réfère aux enseignements de la crise alimentaire de 2008-2011, de telles mesures ont fait grimper les cours mondiaux de 13 % en moyenne et de 45 % pour le riz. Et ce sont les pays les plus pauvres qui en paieront le tribut le plus lourd parce qu'ils sont fortement tributaires des importations de denrées alimentaires : 80 % en moyenne des importations alimentaires des pays en développement proviennent de trois pays seulement, et cette proportion grimpe même à plus de 90 % dans les pays fragiles et en situation de conflit, ce qui les rend extrêmement vulnérables aux changements de politique commerciale dans les pays exportateurs.

Il sera par conséquent crucial de promouvoir une approche mondiale cohérente — axée sur la coopération internationale et la préservation d'un système commercial ouvert et fondé sur des règles — afin de garantir une réponse rapide face à la progression des infections et à la propagation, dans le monde en développement, des souffrances économiques causées par la pandémie dans les économies développées. C'est la raison pour laquelle j'ai appelé les ministres du commerce du G20 à

prendre des mesures concrètes dans ce sens, tout en préconisant une initiative parallèle de tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce - s'abstenir d'imposer, ou limiter, de nouvelles restrictions à l'exportation sur les fournitures médicales essentielles, les aliments ou autres produits clés ; éliminer ou réduire les tarifs et les barrières non essentielles sur les importations de produits liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19, les denrées alimentaires et autres produits de base ; veiller à ce que les produits essentiels puissent traverser les frontières en toute sécurité ; assurer un accès continu aux capitaux et au financement commercial aux PME.

En outre, nous nous tenons prêts à déployer, au cours des 15 prochains mois, un soutien financier de 160 milliards de dollars dans le but de continuer à aider les pays à faire face à la crise, améliorer leur résilience et favoriser leur redressement. Les pays qui restent intégrés dans l'économie mondiale seront les mieux placés pour faire face efficacement à la crise à court terme et se relever plus rapidement à moyen terme. Nous sortirons beaucoup plus forts si nous travaillons tous ensemble en nous concentrant résolument sur l'avenir.

Texte extrait d'un article initialement publié sur le blog de la Banque Mondiale.

<https://blogs.worldbank.org/fr/voices/crise-du-coronavirus-pour-les-pays-les-plus-pauvres-le-pire-est-venir>



Mari Elka Pangestu

Directrice générale de la Banque Mondiale pour les politiques publiques de développement et les partenariats.

## UN MESSAGE DU GROUPE DE LA BID



*La Banque Interaméricaine de Développement (BID) vient de lancer une plateforme spécifiquement dédiée aux ressources techniques et scientifiques pour lutter contre le Covid-19 dans la région Amérique latine Caraïbes.*

La crise qui se déroule rapidement causée par la pandémie de coronavirus présente un défi historique pour le monde et pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Outre les risques sanitaires qu'elle pose, la pandémie pourrait réduire les revenus et supprimer des emplois pour des millions de personnes. Bien qu'il soit difficile de prédire quel sera l'impact à moyen et long terme, il est clair que notre région doit développer des solutions rapides et innovantes pour surmonter les effets de ce virus sur les plans social, sanitaire, économique et fiscal.

Au sein du Groupe de la BID, nous savons qu'en plus de notre soutien financier, ce que nos pays membres apprécient le plus, ce sont les connaissances et les conseils techniques que nous fournissons pour aider à concevoir et à mettre en œuvre des politiques publiques efficaces. Pour cette raison, avec le soutien de notre conseil d'administration et les contributions de nos spécialistes au siège et sur le terrain, nous avons créé cette plateforme.

Vous trouverez ici des ressources non seulement du Groupe de la BID, mais aussi d'institutions à l'avant-garde de la lutte mondiale contre le virus. Nous espérons qu'ils aideront à générer des solutions qui nous permettront de retrouver la santé et la croissance dans toutes nos sociétés.

Ensemble, en collaboration avec vous tous, nous serons plus efficaces pour relever ce grand défi.

Ensemble, nous continuerons d'améliorer nos vies.



**Luis Alberto Moreno, Président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).**



## Le Conseil d'administration du FMI approuve un allégement immédiat de la dette de 25 pays

*Le Fond Monétaire International vient d'approuver, lundi 13 avril 2020, l'allégement de la dette de 25 pays en développement dont Haïti fait partie. Nous rappelons qu'au 31 mars 2018, la dette multilatérale d'Haïti était de 202.71 millions de dollars, dont 50.7%, soit 102.9 millions de dollar était liée au FMI.*

Washington, DC - Mme Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) a fait la déclaration suivante:

«Aujourd'hui, je suis heureux de dire que notre Conseil d'administration a approuvé un allégement immédiat du service de la dette de 25 des pays membres du FMI dans le cadre du Fonds de secours et de secours en cas de catastrophe (CCRT) remanié par le FMI dans le cadre de la réponse du Fonds pour aider à faire face à l'impact du COVID -19 pandémie.

«Cela fournit des subventions à nos membres les plus pauvres et les plus vulnérables pour couvrir leurs dettes envers le FMI pour une phase initiale au cours des six prochains mois et les aidera à canaliser une plus grande partie de leurs maigres ressources financières vers des secours médicaux et autres secours d'urgence vitaux.

«Le CCRT peut actuellement fournir un allégement du service de la dette basé sur des subventions d'environ 500 millions de dollars, y compris la récente promesse de 185 millions de dollars par le Royaume-Uni et 100 millions de dollars fournis par le Japon en tant que ressources immédiatement disponibles. D'autres, dont la Chine et les Pays-Bas, avancent également avec des contributions importantes. J'exhorte les autres donateurs à nous aider à reconstituer les ressources du Fonds et à renforcer encore notre capacité à fournir un allégement supplémentaire du service de la dette pendant deux années complètes à nos pays membres les plus pauvres.

»

Les pays qui bénéficieront aujourd'hui d'un allégement du service de la dette sont: Afghanistan, Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, RD, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique , Népal, Niger, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Sierra Leone, Îles Salomon, Tadjikistan, Togo et Yémen.

En ce qui concerne Haïti spécifiquement, le Fond Monétaire International (FMI) a annulé des annuités pour un montant de 4.8 millions de dollars pour les derniers mois de l'exercice en cours.



Kristalina Georgieva

### **\$140 millions US de la CDB pour contrer le COVID-19**

Le conseil d'administration de la Banque de développement des Caraïbes (CDB) a approuvé 140 millions de dollars qui sont mis à disposition des pays membres emprunteurs de la Banque pour lutter contre les retombées de la pandémie de COVID-19 et d'autres chocs sur leur économie. «L'allocation de 140 millions de dollars US est la première d'un ensemble d'assistance que la CDB développe pour aider nos pays membres emprunteurs à faire face à COVID-19. Notre financement et notre assistance technique, au cours de cette période, seront principalement orientés vers les plus vulnérables de nos sociétés et accorderont la plus haute priorité au renforcement des filets de sécurité sociale », a déclaré le président de la CDB, le Dr William Warren Smith.

### **Covid-19 : une crise dans la crise pour les communautés qui souffrent le plus de la faim (FAO)**

Pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le COVID-19 pose des défis spécifiques aux communautés vulnérables qui font déjà face à des niveaux élevés de faim en raison de crises préexistantes. Bien avant le début de la pandémie du COVID-19, 113 millions de personnes à travers le monde étaient déjà confrontées à une situation d'insécurité alimentaire grave aigüe en raison de crises ou de chocs préexistants. Aucun continent n'est épargné. De l'Afghanistan à Haïti, en passant par la Syrie et la Birmanie, le COVID-19 risque

d'exacerber les impacts des conflits et des catastrophes naturelles.

### **Coronavirus : une réponse politique cohérente est nécessaire en Amérique latine et dans les Caraïbes**

Le produit intérieur brut (PIB) de la région Amérique latine et Caraïbes (hors Venezuela) devrait reculer de 4,6% en 2020 en raison de la crise du Covid-19 (coronavirus), selon un nouveau rapport de la Banque mondiale. Un retour à la croissance de 2,6% est attendu en 2021. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) nécessite plusieurs réponses politiques pour soutenir les plus vulnérables, éviter une crise financière, et protéger les emplois. La demande de la Chine et des pays du G7 diminue de façon spectaculaire, affectant les exportateurs de produits de base en Amérique du Sud et les exportateurs de biens et services manufacturés en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Un effondrement du tourisme affecte gravement certains pays des Caraïbes. Pour aider les personnes vulnérables à faire face à la perte de revenus due au verrouillage, les programmes de protection sociale et d'assistance sociale existants devraient être rapidement étendus et leur couverture étendue.

### **Près de 500 millions de personnes pourraient tomber dans la pauvreté à cause du coronavirus**

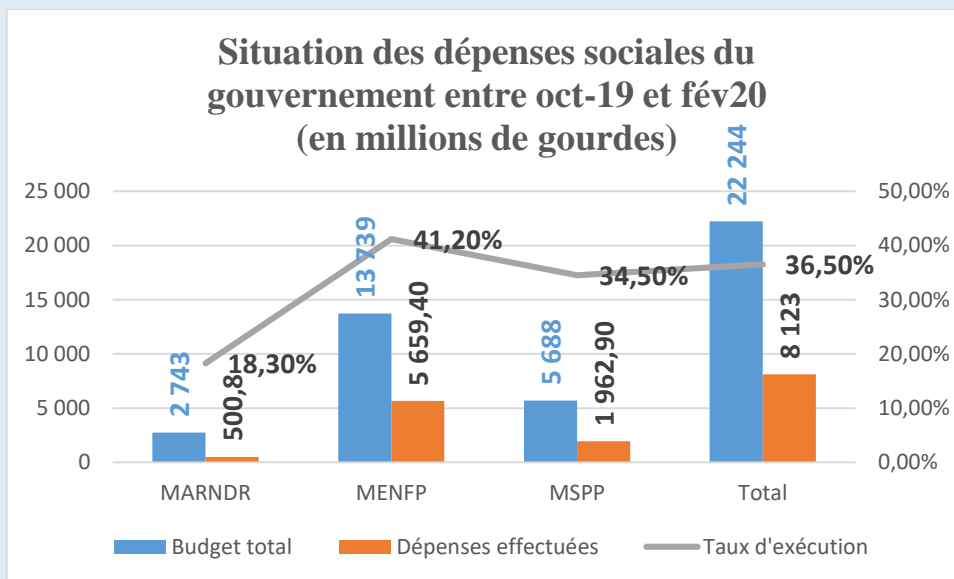
Selon le rapport d'Oxfam «Choisissons la dignité, pas le dénuement», plus de la moitié de la population mondiale pourrait vivre dans la pauvreté à la fin de la pandémie. L'arrêt des activités économiques imposé par les

gouvernements pour contrôler la propagation du virus pourrait plonger 6 à 8% de la population mondiale dans la pauvreté. Si des mesures urgentes n'étaient pas prises pour sauver les pays en développement, les conséquences économiques de la pandémie de coronavirus pourraient entraîner 500 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté. Pour permettre aux pays pauvres de secourir les plus vulnérables, l'organisation internationale a présenté un plan de sauvetage économique universel incluant une série de mesures dont l'annulation immédiate en 2020 du paiement de la dette extérieure des pays en développement pour un billion de dollars et la mobilisation d'au moins un mille milliards de dollars en nouveaux avoirs de réserve internationaux.

### **Coronavirus : la croissance en Amérique latine se contractera entre 1,8 et 5,5% en 2020**

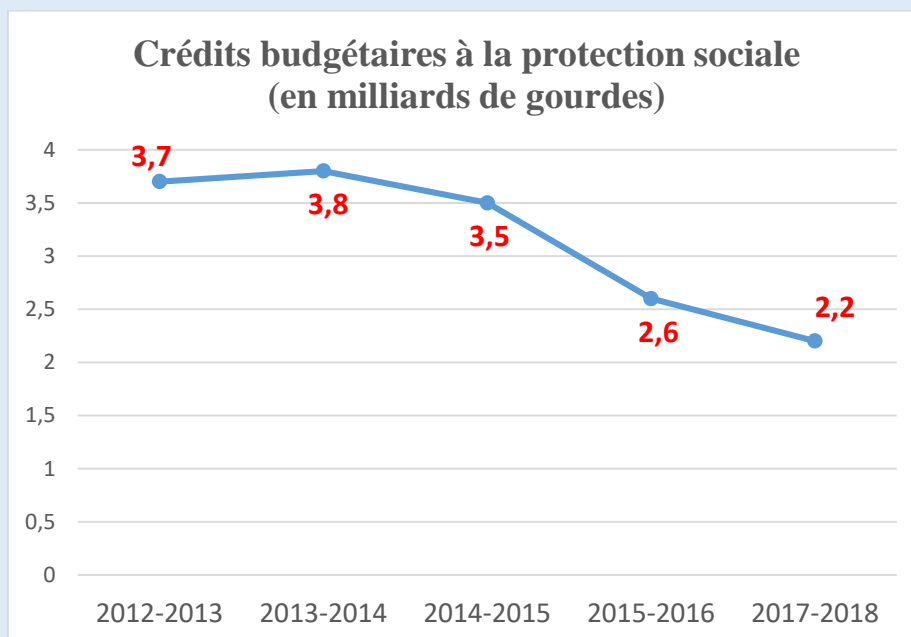
L'Amérique latine et les Caraïbes subiront « un choc de proportions historiques », avec une réduction de sa croissance comprise entre 1,8% d'après un scénario modéré et 5,5% d'après un scénario extrême en raison de l'impact de la pandémie de coronavirus, selon le rapport macroéconomique de la Banque interaméricaine de développement (BID). Les perspectives sont particulièrement sombres, car une reprise de la croissance économique en Amérique latine pouvant atteindre 1,6% était attendue pour cette année en janvier, après avoir stagné en 2019. Parmi les économies qui seront les plus touchées, le rapport a indiqué le Mexique, l'Équateur et la Colombie. L'agence a également averti que les dommages économiques se propageraient en 2021 et 2022 à moins que les gouvernements ne mettent en œuvre des programmes bien ciblés pour amortir les effets.

## Notes infographiques



Sources : Ministère de l'Economie et des Finances/Conception Group Croissance et AHJEDD

NB : Entre octobre 2019 et février 2020, seulement 36.5% des dépenses sociales prévues au niveau du budget 2019-2020 reconduit ont été effectuées par l'État haïtien. Pour le secteur de la santé, les dépenses totales ont été prévues à 5.6 milliards de gourdes, seulement 1.9 milliards de gourdes ont été réellement décaissées dans les 5 premiers mois de l'exercice fiscal 2019-2020.



Source : Lois de Finance/Conception Group Croissance et AHJEDD

NB : Entre 2012 et 2018, les dépenses publiques dans la protection sociale ont connu une tendance à la baisse. De 3.8 milliards de gourdes pour l'exercice fiscal 2012-2013, elles sont établies à 2.2 milliards de gourdes en 2017-2018, ce qui signifie qu'elles ont enregistré une baisse de 57.8%. Rappelons que le budget 2017-2018 rectificatif a été reconduit pour les exercices fiscaux 2018-2019 et 2019-2020.

Une Production du Group Croissance et AHJEDD

Une Production du Group Croissance et AHJEDD

**Ont contribué à ce numéro :**

Gérard Junior JEANTY

Hansy MARS

Johnny JOSEPH

Kesner PHAREL

Patrick SAINT-PRÉ

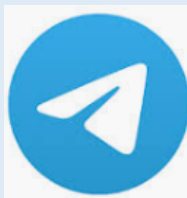
**SUIVEZ-NOUS SUR:**



DevHaïti



DEVHAÏTI



DevHaïti canal public

Le magazine DevHaïti est produit par Group Croissance et l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD).

Tous droits réservés.